

## Stratégies d'adaptation des éleveurs bovin bio du Massif central face aux aléas

### 1. Contexte et objectifs de notre travail

Les aléas climatiques et économiques constituent deux défis contemporains majeurs auxquels sont confrontées les sociétés et les communautés du monde entier, et en particulier les exploitations agricoles. Les variations de température, les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les fluctuations des précipitations et de leur intensité entraînent des répercussions directes et indirectes sur les cultures, les terres agricoles, les rendements et les prix des denrées alimentaires (IPCC 2021). Les crises financières et géostratégiques, les fluctuations des marchés et les changements des habitudes de consommation déstabilisent les filières et fragilisent encore plus les systèmes de production.

Les agriculteurs bio apportent une contribution importante à l'atténuation du changement climatique. Citons, par exemple, le recours à des engrais organiques, le stockage du carbone dans les prairies, la limitation de rejets polluants (Sautereau *et al.*, 2016). En cela, l'agriculture biologique représente un modèle agricole orienté vers la durabilité et la qualité accrue des produits. Cependant, elle est aussi impactée par les crises économiques et l'urgence de la situation climatique.

Le travail présenté ici s'inscrit dans le cadre du projet BioRéférences, porté par le Pôle Bio Massif Central, et s'est intéressé au cas des éleveurs de bovins en agriculture biologique sur le Massif central. Ceux-ci font face à une double contrainte :

- D'une part, les aléas climatiques, de plus en plus fréquents et intenses (sécheresses, vagues de chaleur, vents violents et modifications de la répartition des précipitations) mettent en péril la stabilité et la pérennité de leurs exploitations (SIDAM, 2021) ;
- D'autre part, l'économie de leurs exploitations est soumise à une pression croissante, accentuée par l'augmentation du coût des matières premières, l'inflation et la diminution de la consommation des produits issus de l'agriculture biologique. Ces éléments peuvent influencer sur la viabilité des exploitations bio, incitant les éleveurs à repenser leurs systèmes.

**Le travail présenté a pour objectif de comprendre comment les éleveurs biologiques adaptent leurs pratiques pour faire face aux aléas climatiques et économiques, et assurer la pérennité de leurs exploitations tout en maintenant leur engagement pour des méthodes agricoles durables.**

## 2. La manière dont nous avons travaillé

Le travail présenté ici repose sur la réalisation d’entretiens semi-directifs auprès de 14 éleveurs de bovins laitiers ou allaitants en agriculture biologique. Les entretiens réalisés visaient tout d’abord à comprendre les aléas perçus par les éleveurs, puis à identifier les adaptations qu’ils mettent en place pour y faire face.

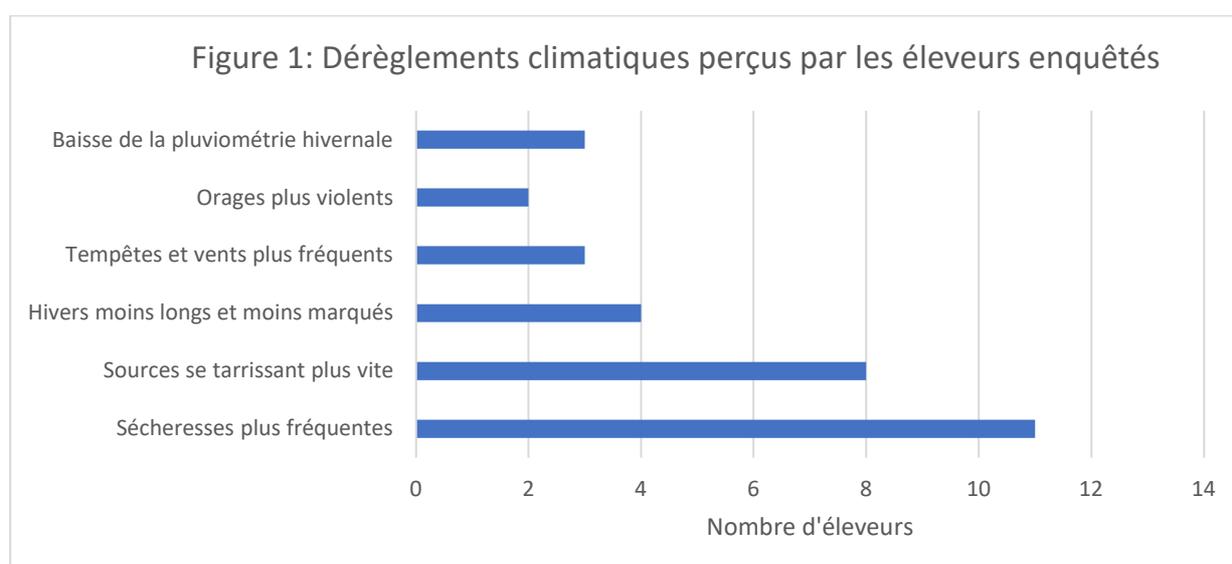
Les entretiens ont été réalisés auprès d’éleveurs situés en région Auvergne-Rhône-Alpes, dans les départements du Puy-de-Dôme, de la Loire et de la Haute-Loire. Cette partie septentrionale de la région se distingue par la prévalence des systèmes bovins, en contraste avec le sud où l’élevage ovin domine (Agreste, 2019). Notre focalisation se porte spécifiquement sur les zones de montagne, où le changement climatique n’est pas forcément plus marqué, mais où il est par contre plus visible (Morin, 2022). Les éleveurs rencontrés travaillaient depuis au moins 10 ans sur l’exploitation (en tant que chef d’exploitation ou aide familial).

L’analyse des entretiens a permis dans un premier temps d’identifier les aléas, économiques comme climatiques, perçus par les éleveurs. Dans un second temps, des profils d’éleveurs ont été élaborés en se basant sur leurs représentations individuelles et leurs stratégies d’adaptation à ces aléas.

## 3. Aléas perçus et leviers mis en place par les éleveurs

### *Aléas d’ordre climatique*

La **figure 1** présente les aléas d’ordre climatique repérés et cités spontanément par les éleveurs lors des entretiens. Plus de la moitié d’entre eux citent les sécheresses plus fréquentes et des sources qui tarissent plus rapidement. Sont ensuite cités les hivers moins longs et moins marqués, la survenue plus fréquente d’évènements extrêmes et enfin la baisse de la pluviométrie hivernale. Les éleveurs enquêtés perçoivent des changements identiques quelle que soit leur localisation puisque ces cinq types d’aléas ont été cités par les éleveurs des trois départements.



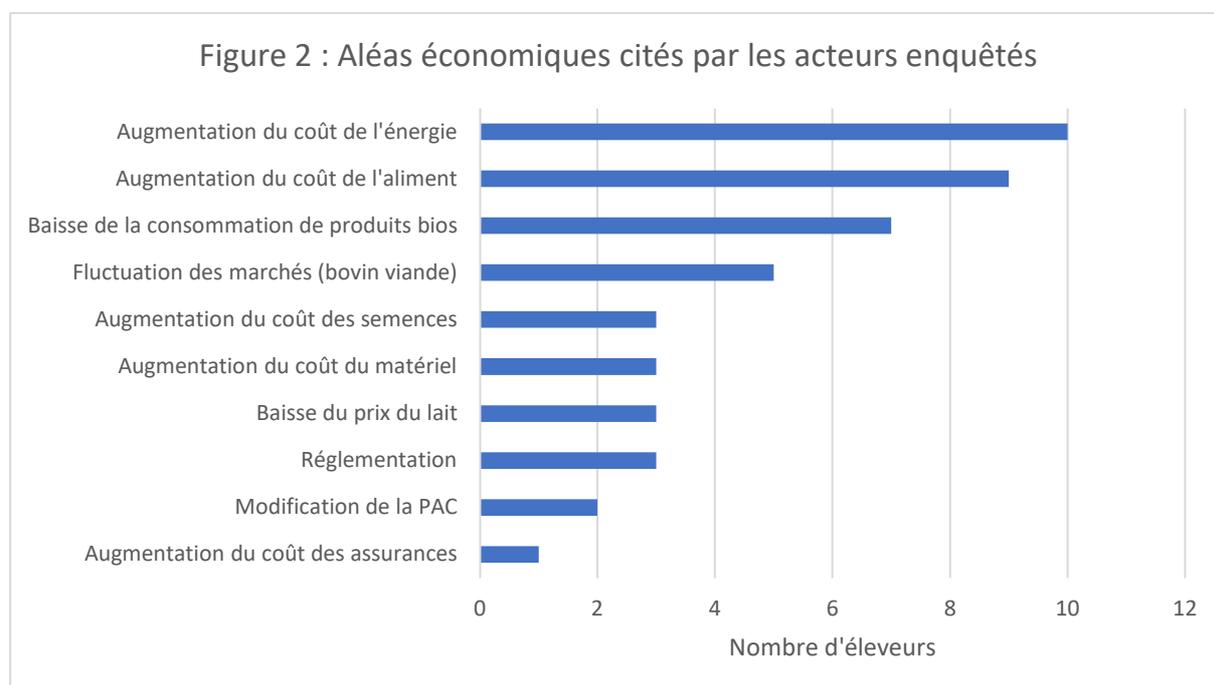
Pour faire face à ces aléas, ces éleveurs ont mis en place différents leviers. Sept de ces leviers sont cités par au moins un tiers des éleveurs.

Parmi les éléments cités, on retrouve des actions qui visent à **adapter la gestion de la ressource en herbe** : le choix des espèces et variétés végétales (13 éleveurs), la mise à l’herbe précoce (8 éleveurs), l’augmentation des stocks en augmentant la surface récoltée (6 éleveurs) ou leur gestion en réduisant la ration (1 éleveur). Certains leviers visent quant à eux à **réajuster l’équilibre entre besoins alimentaires du troupeau et ressources disponibles** avec le recours à l’achat d’aliment et de fourrage (8 éleveurs) ou au contraire le fait de diminuer le nombre d’animaux à nourrir (8 éleveurs). Enfin, **l’utilisation de la tonne à eau pour faire face au tarissement plus précoce des sources** est mis en place par 9 éleveurs.

### Aléas d’ordre économique

Les éleveurs rencontrés perçoivent également différents aléas économiques (**figure 2**). Ceux qui sont cités par une majorité d’éleveurs sont l’augmentation du coût de l’énergie et de l’alimentation et la baisse de la consommation des produits biologiques.

Face à ces aléas économiques, des adaptations sont mises en place. Les plus fréquemment citées sont une meilleure valorisation ou le développement des productions végétales (13 éleveurs), la limitation des achats (10 éleveurs) et la meilleure valorisation des animaux (6 éleveurs).



## 4. Identification de différents profils d'éleveurs

### **Profil 1 : Des éleveurs en fin de carrière qui simplifient leur système (2 éleveurs)**

Ces éleveurs ont réduit leur cheptel afin de simplifier les opérations quotidiennes de l'élevage et ainsi alléger leur charge de travail à l'approche de leur fin de carrière. Ils réduisent aussi fortement leurs investissements. Cette décapitalisation s'inscrit dans une démarche visant à accroître leur autonomie individuelle et l'autonomie alimentaire du troupeau, et à simplifier un système de production bien rodé.

En conséquence, ils obtiennent une réduction des coûts liés à l'alimentation, aux soins, et à la gestion du cheptel, et donc une diminution des charges opérationnelles de leur exploitation. Ces choix leur permettent de s'adapter au changement climatique (réduction des besoins en alimentation par exemple) et de limiter leur dépendance à l'égard de tiers, en s'appuyant sur leur propre travail comme l'évoque l'un d'entre eux : *« Moi, je vais essayer de profiter de ce qu'on a fait afin de bien tirer profit des investissements, des aménagements, mais prêt à faire d'autres investissements, non ».*

### **Profil 2 : Gagner du temps sur la production pour s'investir dans la commercialisation ou la vie du territoire (3 éleveurs)**

Ces éleveurs ont fait le choix de la désintensification de leurs pratiques agricoles, entraînant une baisse de leurs volumes de production, afin de se libérer du temps. *« Aussi, nous, ce qu'on a toujours privilégié, ce n'est pas forcément d'investir dans l'outil de travail, c'était d'investir dans la vie perso ».* Ils privilégient des pratiques traditionnelles, pouvant apparaître comme innovantes dans le contexte local (traite mobile, affouragement avec du frêne...) et visant à réduire leur impact environnemental tout en maintenant une activité économiquement viable.

Le temps ainsi libéré leur permet de suivre des formations, de mettre en place la vente directe et/ou la transformation des produits, de s'impliquer dans la représentation professionnelle ou encore dans le territoire (par exemple en devenant membre du bureau d'une coopérative, ou en s'impliquant dans la structuration d'une association de représentation de l'agriculture biologique). Certains de ces éleveurs vont jusqu'à s'engager politiquement dans leur territoire pour promouvoir l'agriculture biologique et défendre les intérêts des agriculteurs. Ils souhaitent ainsi s'investir concrètement dans la construction d'un modèle agricole plus durable.

### **Profil 3 : Des éleveurs en système laitier peu intensif qui s'orientent vers des cultures de vente moins contraignantes que l'élevage (2 éleveurs)**

Ces éleveurs sont passionnés par le végétal, ce qui les a conduits à des ajustements dans les systèmes de production dès leur arrivée sur les fermes. Au fil du temps, ils ont progressivement augmenté l'importance de l'atelier végétal en mettant l'accent sur la valorisation de ces productions et en développant la vente directe. *« Après, on est quand même [dans une zone un peu touristique], donc on vend 80 % de notre production à la ferme sur les pommes de terre, colza et lentilles ».* Deux d'entre eux ont principalement adopté cette approche pour sécuriser les revenus, tandis qu'un autre éleveur cherchait à alléger les contraintes liées à l'élevage. Dans cette optique, ils ont aussi réduit leur cheptel d'animaux et cherchent à améliorer les performances laitières à l'échelle individuelle, l'objectif ultime étant d'optimiser l'efficacité de l'élevage et de maximiser les résultats économiques de leurs exploitations.

#### **Profil 4 : Agrandissement et développement de la production (5 éleveurs)**

Dans ce groupe, les éleveurs ont des objectifs élevés en matière de volumes de production, avec des raisonnements différents mais qui se rejoignent. Ils ont décidé d'augmenter la taille de leurs exploitations afin de produire plus, voire d'intensifier leur production à l'animal (tout en cherchant à accroître leur autonomie, ce qui a nécessité plus de surfaces). *« Donc le bio nous intéressait quand même. Mais pas un bio trop extensif. Alors on a fait intensif, assez technique, on aime bien ».*

Ce profil est rencontré à la fois dans des élevages bovins viande (production d'animaux à haute valeur génétique destinés à la reproduction) et bovins lait (moyenne d'étable de 7 800 L par vache). Cette approche intensive de l'élevage nécessite une gestion fine de l'utilisation des surfaces, et la mise en place de conduites optimisées du pâturage comme de l'alimentation des animaux, ou encore de pratiques peu courantes en bio comme l'irrigation. Certains éleveurs ne parviennent cependant pas à atteindre l'autonomie, et restent dépendants des achats extérieurs.

#### **Profil 5 : Des systèmes basés sur la transformation et une très bonne valorisation du lait (2 éleveurs)**

Ces éleveurs ont soit fondé des laiteries collectives dynamiques, soit diversifié leurs productions et mis en place des ateliers de transformation individuels. Dans les deux cas, la transformation et la vente directe permettent une très bonne valorisation du lait et des prix stables, permettant d'affronter plus sereinement l'avenir.

Leur modèle d'entreprise favorise également l'emploi local, contribuant ainsi au développement économique de la commune. *« La plus belle réussite de la laiterie, c'est d'avoir créé dix emplois dans une petite commune de 150 habitants... On essaye de rétribuer nos gens le mieux possible, [donc] on redistribue une partie importante de notre résultat à nos employés. C'est grâce à eux si la laiterie a fonctionné ».* Malgré les défis liés aux aléas climatiques et économiques, ces éleveurs bénéficient de circuits de commercialisation bien établis, ce qui leur permet de générer des revenus supplémentaires grâce à la transformation. Ces revenus jouent un rôle crucial dans leur résistance aux aléas.

## **5. En conclusion**

Les enquêtes de terrain menées auprès des éleveurs donnent à voir l'importance des changements en cours pour surmonter les enjeux climatiques et économiques. Différentes stratégies sont mises en œuvre par les éleveurs qui engagent des choix agronomiques et socio-économiques selon trois tendances :

- Une première consiste à simplifier les systèmes, désintensifier des pratiques agricoles ou opérer une orientation partielle vers des cultures de ventes ;
- Une seconde relève d'une stratégie courante en agronomie à savoir augmenter les volumes de production et intensifier les surfaces en herbe ;
- Une troisième a pour objectif de mieux valoriser le potentiel agronomique des éleveurs en procédant à une transformation de la matière première (lait, viande) en direction d'une vente directe ou de circuits de commercialisation établis.

La diversité des réponses apportée par les éleveurs pourrait nous inciter à penser que l'agriculture bio possède une culture de la résilience apte à résister au changement de grande ampleur du paysage agricole des années à venir. Mais, il convient de suivre à moyen terme l'évolution des choix opérés par les éleveurs, notamment en matière d'autonomie et de décapitalisation.

### Résumé :

Comment les éleveurs biologiques du Massif central adaptent leurs pratiques pour faire face aux aléas climatiques et économiques, et ainsi assurer la pérennité de leurs exploitations ? Dans le cadre du projet BioRéférences, porté par le Pôle Bio Massif Central, des entretiens semi-directifs ont été réalisés, en 2023, auprès de 14 éleveurs de bovins laitiers et allaitants bio. Ces entretiens portaient sur l'importance des aléas perçus et les types de leviers mis en place pour s'y adapter (gestion de la ressource en herbe, meilleur équilibre entre besoins alimentaires du troupeau et ressources disponibles, meilleure valorisation des produits animaux et végétaux...). Ainsi, cinq profils types d'éleveurs ont pu être identifiés : - des éleveurs en fin de carrière qui simplifient leur système ; - gagner du temps sur la production pour s'investir dans la commercialisation ou la vie du territoire ; - des éleveurs en système laitier peu intensif qui s'orientent vers des cultures de vente moins contraignantes que l'élevage ; - agrandissement et développement de la production ; - des systèmes basés sur la transformation et une très bonne valorisation du lait.

### Références bibliographiques :

- Agreste Auvergne-Rhône-Alpes, 2019. *Portrait agricole : Massif central*. Références Numéro 18. Disponible sur : [https://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Referenes\\_no18\\_Portrait\\_agricole\\_Massif\\_central\\_cle821241.pdf](https://draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Referenes_no18_Portrait_agricole_Massif_central_cle821241.pdf) ;
- Morin, S., 2022, *Le changement climatique en montagne : impacts, risques et adaptation*. Responsabilités et environnement, Annales des mines n°106, Disponible sur : <https://www.annales.org/re/2022/re106/2022-04-09.pdf> ;
- Sautereau N., Benoit M., 2016. *Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l'agriculture biologique ?*, Rapport d'étude ITAB, 136 p. Disponible sur : <https://itab.bio/sites/default/files/medias/fichier/2024/06/Etude-amenites-ab-rapport-nov2016.pdf> ;
- SIDAM, 2021, *Le changement climatique sur le Massif Central. Quelles évolutions climatiques sur mon territoire ?*, Disponible sur : <https://www.sidam-massifcentral.fr/wp-content/uploads/2022/01/AP3C-16p-A5-CLIMAT-V2-1.pdf>.

**Rédaction :** Alexis Augeron et Audrey Vincent (ISARA), Isabelle Boisdon (VetAgro Sup) et Michel Streith (CNRS).

**Pour citer ce document :** A. Augeron, A. Vincent, I. Boisdon, M. Streith, 2023. Stratégies d'adaptation des éleveurs bovin bio du Massif central face aux aléas climatiques et économiques, Synthèse, Pôle Bio Massif Central, 6 p.

**Date de publication :** 2023

## LE PROJET BIOREFERENCES 22-28

**Maîtrise d'ouvrage et coordination :** Pôle Bio Massif Central

VetAgro Sup, campus agronomique de Clermont / 89 avenue de l'Europe – CS 82212 / 63 370 LEMPDES

@ : <https://pole-bio-massif-central.org> & <https://pole-bio-massif-central.org/bioreferences/>

**Contact :** Aurélie BELLEIL / Mail : [valorisation@pole-bio-massif-central.org](mailto:valorisation@pole-bio-massif-central.org) / Tél. : 04 73 98 69 56



Le projet BioRéférences 22-28 est financé dans le cadre de la Convention de Massif/Massif Central par l'Etat (FNADT).